

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'UNIL

INCONTOURNABLE DANS LE PAYSAGE SUISSE de l'enseignement supérieur et de la recherche, l'Université de Lausanne réunit quelque 16'908 étudiantes et étudiants et 5'620 collaboratrices et collaborateurs. Ses activités s'articulent autour de trois grands axes : les sciences humaines et sociales, les sciences de la vie et de la santé et les sciences de l'environnement. L'UNIL accorde une grande importance à l'accueil des étudiantes et étudiants, à la qualité de l'enseignement et à l'innovation pédagogique. Elle favorise l'interdisciplinarité dans la construction de ses cursus et jusque dans l'organisation de ses facultés.

L'UNIL EN BREF

Fondation :	1537
Langues d'enseignement :	français, anglais pour quelques cursus de Master et un cursus de Bachelor.
Nombre d'étudiantes et étudiants :	16'908 (dont environ 8'458 au niveau Bachelor, 5'243 de niveau Master, et 2'528 en doctorat)
Nombre d'unités de recherche et d'enseignement :	214
Diplômes décernés :	Diplôme, Bachelor, Master, Doctorat
Nombre de cursus :	16 Bachelors et 42 Masters, représentant plus de 100 orientations
Nombre de formations continues :	12 Masters of Advanced Studies, 5 Diplomas of Advanced Studies et 45 Certificates of Advanced Studies
Un ancrage local :	une université ancrée dans la vie lausannoise, vaudoise et romande en général
Quatre sites à Lausanne :	à Dorigny, au Bugnon, à Épalinges et à Cery
Des campus internationaux :	25,9% d'étudiantes et étudiants de nationalité étrangère, 135 nationalités représentées
Des possibilités de partir en échange :	398 universités partenaires
Bibliothèques :	une bibliothèque centrale et des bibliothèques spécialisées (7,5 millions de documents)
Taxe d'inscription aux cours :	580 CHF par semestre
Calendrier académique :	mi-septembre à fin janvier, et mi-février à début juillet

7 FACULTÉS

Biologie et médecine	www.unil.ch/fbm
Droit, sciences criminelles et administration publique	www.unil.ch/fdca
Géosciences et environnement.....	www.unil.ch/gse
Hautes études commerciales	www.unil.ch/hec
Lettres	www.unil.ch/lettres
Sciences sociales et politiques	www.unil.ch/ssp
Théologie et sciences des religions	www.unil.ch/ftsr

L'UNIL, C'EST AUSSI...

- 22'528 personnes principalement sur le campus de Dorigny (plus de 39'000 en comptant l'EPFL)
- plus de 130 activités sportives
- 100 vélos en libre service
- 145 associations estudiantines
- 50 moutons pour tondre la pelouse
- 10 minutes à pied pour rejoindre le bord du lac
- 2 campus proches du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV)

OFFRE D'ÉTUDES	www.unil.ch/formations
IMMATRICULATIONS ET INSCRIPTIONS.....	www.unil.ch/immat
VIE PRATIQUE	www.unil.ch/etudiants

INTRODUCTION

BIENVENUE À L'UNIL

Votre maturité ou votre bac bientôt en poche, vous voilà toutes et tous arrivés à une étape charnière de votre parcours de formation. Mille questions sur vos intérêts, vos projets, votre avenir, se bousculent dans votre esprit et vous vous demandez peut-être ce qui caractérise les études universitaires.

Étudier à l'Université de Lausanne, c'est d'abord avoir la possibilité de choisir votre filière parmi un large éventail de domaines, tant dans les sciences du vivant et de la nature que dans les sciences humaines et sociales. En plus des connaissances et des compétences spécifiques qu'elles transmettent, les filières académiques permettent d'acquérir un solide esprit critique et la méthodologie propre aux activités de recherche et aux enjeux complexes de notre société. Favorisant les échanges entre étudiant-e-s et enseignant-e-s tou-te-s engagé-e-s dans la recherche, l'université est un lieu d'études privilégié pour celui ou celle qui souhaite poursuivre et approfondir sa formation dans un contexte intellectuel stimulant.

Soucieuse de soutenir ses étudiant-e-s dans une formation de qualité et de figurer parmi les institutions de recherche de pointe, l'Université de Lausanne évolue et innove sans cesse. Riche de sept facultés, située au carrefour entre les sciences de la vie et les sciences humaines et sociales, elle vise résolument à encourager les échanges et le dialogue entre les différents savoirs.

Nous espérons que ce document sera un outil précieux pour vous guider dans vos choix et qu'il saura vous faire découvrir la richesse et l'originalité des activités d'enseignement et de recherche de l'UNIL. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de vous compter au nombre de nos quelque dix-sept mille étudiantes et étudiants !

L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE



SOMMAIRE

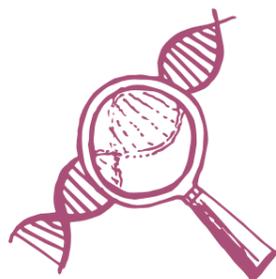
atouts de la faculté	5
grades décernés	5
parcours d'études possibles	5
ENSEIGNEMENT	8
DROIT	8
SCIENCES CRIMINELLES	14
ADMINISTRATION PUBLIQUE	20
RECHERCHE	21
PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES	23
DROIT	23
SCIENCES CRIMINELLES	24
ADMINISTRATION PUBLIQUE	25
ADRESSES UTILES	27

LA FACULTÉ PRÉSENTE LA PARTICULARITÉ UNIQUE EN SUISSE de réunir des domaines d'études et de recherche aussi variés que le droit, la forensique, la criminologie et l'administration publique.

L'École de droit (ED) offre une formation universitaire complète en droit, permettant d'acquérir les connaissances de droit positif et les capacités critiques et d'analyse essentielles à l'exercice de toute profession juridique.

L'École des sciences criminelles (ESC) est la seule institution dans le monde européen francophone à proposer une formation complète en science forensique (police scientifique et criminalistique) et la seule institution universitaire en Suisse à offrir une formation de niveau master et doctorat en criminologie.

L'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) propose une large palette d'enseignements universitaires de niveau master et post-master, pour acquérir et perfectionner les connaissances nécessaires aux spécialistes des affaires publiques.



ATOUS DE LA FACULTÉ

- Des formations de base en droit et en science forensique (BLaw et BSc) vous offrant un encadrement personnalisé;
- Une large offre de Masters (MLaw, MSc, MA) permettant d'approfondir vos connaissances dans les disciplines fondamentales et de vous spécialiser dans les domaines de compétences spécifiques à la Faculté;
- Un intérêt marqué pour la culture et la théorie juridique, la méthodologie scientifique et les dimensions internationales de ses divers domaines d'études;
- Une attention particulière prêté à des domaines novateurs: environnement, télécommunications, cybernétique, renseignement criminel, politiques publiques;
- Une recherche de haut niveau, au service des étudiantes et étudiants, du monde scientifique et de la société dans son ensemble;
- Des formations transdisciplinaires grâce à la synergie entre les trois écoles de la Faculté (Maîtrise universitaire en Droit, criminalité et sécurité des technologies de l'information, Maîtrise universitaire en Droit en professions judiciaires).

BLaw / BSc: Bachelor of Law/Bachelor of Science
MLaw / MSc / MA: Master of Law/Master of Science/Master of Arts

GRADES DÉCERNÉS

BACHELORS

- Baccalauréat universitaire en Droit
- Baccalauréat universitaire ès Sciences en science forensique

MASTERS

- Maîtrise universitaire en Droit, le cas échéant avec mention(s)
- Maîtrise universitaire en Droit des Universités de Zurich et Lausanne
- Maîtrise universitaire en Droit et économie
- Maîtrise universitaire en Droit, criminalité et sécurité des technologies de l'information, le cas échéant avec mention
- Maîtrise universitaire en Droit en professions judiciaires
- Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité
- Maîtrise universitaire en politique et management publics
- Maîtrise universitaire ès Sciences en analyse criminelle et traçologie
- Maîtrise universitaire ès Sciences en science forensique, orientation « identification physique », « criminalistique chimique » ou « investigation et identification numériques »

MAS Master of Advanced Studies

- MAS in International Business Law ¹
- MAS in Public Administration (MPA)

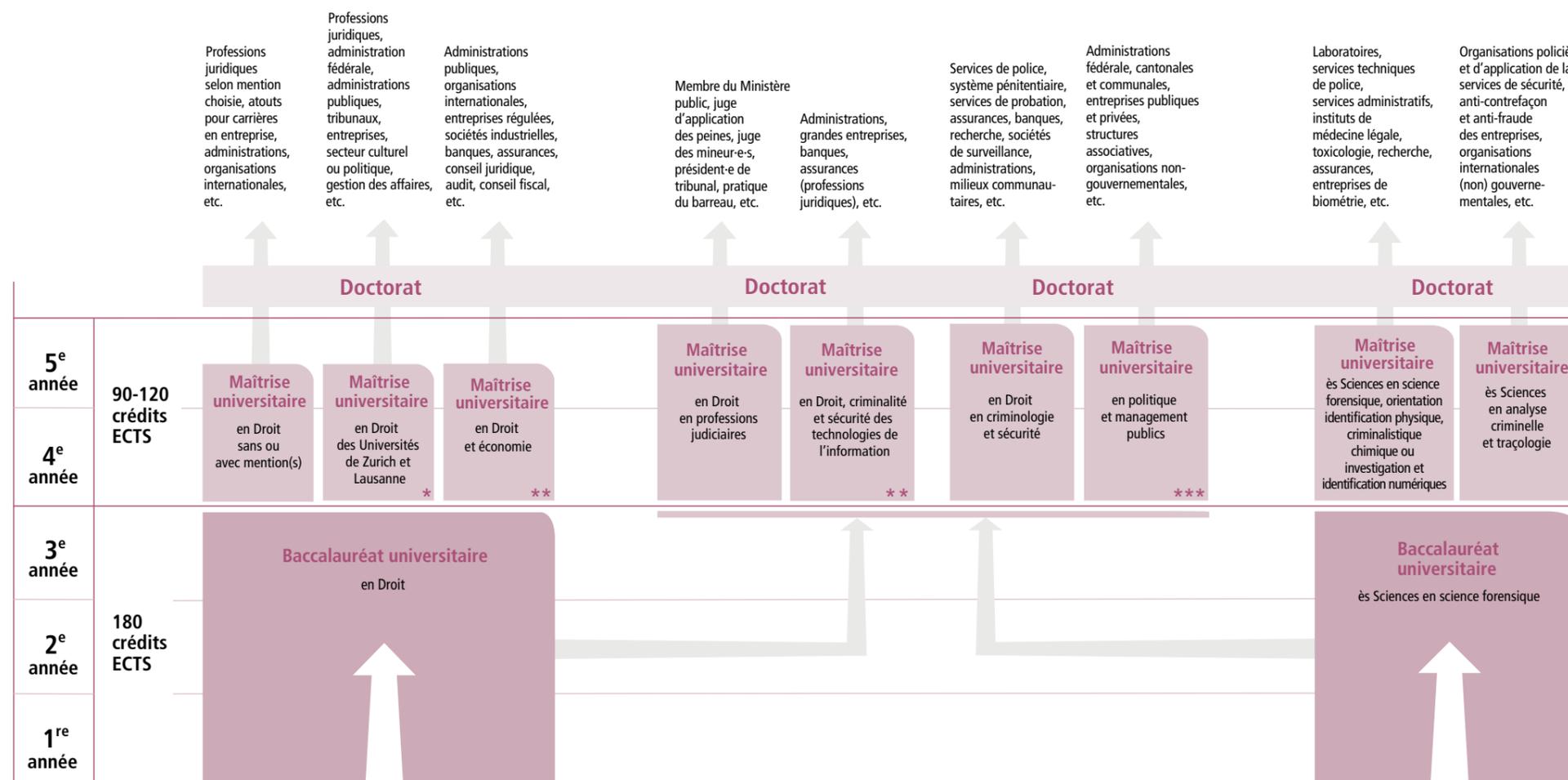
DOCTORATS

- Doctorat en administration publique
- Doctorat en criminologie
- Doctorat en droit
- Doctorat ès Sciences en science forensique



¹ Programme enseigné en anglais

PARCOURS D'ÉTUDES POSSIBLES DANS LA FACULTÉ



Liste des Masters directement accessibles après chaque Bachelor: voir page web des Bachelors sur www.unil.ch/bachelors
 Conditions d'admission des Masters: voir page web de chaque Master sur www.unil.ch/masters

- * organisée conjointement par l'École de droit de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique de l'UNIL et l'Université de Zurich.
- ** organisées conjointement par la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique et la Faculté des HEC.
- *** délivrée par les Universités de Lausanne (Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique; Faculté des sciences sociales et politiques), Berne et de la Suisse italienne.

DROIT

L'ENSEIGNEMENT DISPENSÉ DANS LE CADRE DU BACCALAURÉAT UNIVERSITAIRE EN DROIT a pour ambition de vous permettre :

- d'acquérir de solides connaissances dans les principales disciplines du droit positif suisse : droit privé, droit public, droit pénal, droit social et procédures ;
- de comprendre les interactions croissantes entre le droit suisse et le droit international et européen ainsi que d'analyser les législations étrangères dans une approche comparative (droit comparé) ;
- de développer des capacités critiques et d'analyse, en mettant la science du droit en perspective : histoire du droit, philosophie du droit, méthodologie juridique, sociologie du droit, etc.

L'enseignement prend la forme de cours théoriques, complétés par des séminaires, des séances d'exercices et des travaux pratiques. En 1^e année, les travaux pratiques de méthodologie juridique, organisés en classes restreintes, vous permettent notamment d'appivoiser cette nouvelle matière en bénéficiant d'un encadrement plus personnalisé.

La majorité des membres du corps enseignant ont exercé, voire exercent encore, la profession d'avocat·e, de notaire, de magistrat·e, ou encore de juriste au sein d'une administration publique ou d'une entreprise privée, ce qui leur permet d'asseoir leur enseignement théorique sur une expérience pratique.



BACCALAURÉAT UNIVERSITAIRE EN DROIT

BACHELOR OF LAW (BLAW)

180 CRÉDITS ECTS

CULTURE ET THÉORIE JURIDIQUE

Les cours et travaux pratiques d'**Introduction au droit/méthodologie juridique** alternent cours professoraux et séances de séminaire en classes restreintes. Ensemble, ils permettent de se familiariser avec la mise en application des notions théoriques et de se former aux méthodes de la recherche individuelle ainsi qu'à la maîtrise des sources du droit.

L'**Histoire du droit** étudie les sources du droit et les institutions publiques de la fin de l'Antiquité aux codifications modernes dans une perspective comparatiste.

La **Philosophie du droit** vise à mieux comprendre la pratique actuelle de la justice, notamment en fréquentant les doctrines du juste les plus influentes en Occident de l'Antiquité à nos jours.

Les **Fondements romains de droit privé** portent sur le droit romain. L'enseignement du droit romain est un incontournable historique dans la Faculté. Il permet de donner la vue d'ensemble de l'ordre juridique, en particulier en droit privé, ainsi que de révéler les interactions entre les différents domaines du droit.

L'École offre en outre un cours de **Méthodologie, argumentation et rédaction juridiques**, qui a pour but d'apprendre à poser des diagnostics juridiques corrects et d'identifier les problèmes juridiques à résoudre. Il permet également de s'exercer au travail juridique écrit et fournit à ce titre un accompagnement essentiel à l'élaboration du travail personnel de fin d'études. La **Langue juridique allemande** a pour objectif de vous familiariser au vocabulaire juridique allemand, afin de vous offrir un accès facilité aux sources du droit rédigées en allemand, indispensables à quiconque entend étudier ou pratiquer le droit suisse.

DROIT PRIVÉ

Le **Droit civil** traite du droit des personnes physiques et des personnes morales non commerciales. Sont ensuite étudiés le mariage, l'établissement et les effets de la filiation, le divorce, les régimes matrimoniaux, les successions et les droits réels.

Le **Droit des obligations** se concentre sur la notion d'obligation, la formation des obligations ainsi que les causes, les modalités et les effets

de l'extinction des obligations. Quant au **Droit des contrats spéciaux**, il examine les principaux contrats spéciaux, nommés et innommés.

L'étude du **Droit commercial** est dédiée aux sociétés de personnes, aux sociétés de capitaux, aux autres corporations à but économique, au droit des papiers-valeurs et aux mécanismes prévus par la loi sur la fusion, à la Corporate Governance, et aux instruments de paiement commerciaux.

DROIT SOCIAL

Le **Droit social** comprend l'ensemble des règles de droit régissant la protection sociale des individus. Le cours se concentre sur le droit fédéral des assurances sociales et sur le droit du travail. Les rapports entre la sécurité sociale et la responsabilité civile sont également abordés.

DROIT PUBLIC

Le **Droit constitutionnel** est notamment consacré à l'organisation ainsi qu'à la structure de l'État, aux droits politiques, aux actes normatifs, aux droits fondamentaux et à la justice constitutionnelle.

L'ordre juridique a élaboré quelques principes généraux qui s'imposent aux activités publiques : légalité, intérêt public, proportionnalité. Il a réglementé les instruments d'action de l'État en leur donnant une forme juridique (décision, contrat, etc.) et a doté l'administration d'une forme structurée. Ces règles sont expliquées dans le cadre du **Droit administratif général**. Enfin, le **Droit fiscal** a pour objectif d'offrir une vision générale du droit fiscal suisse tout en vous sensibilisant aux enjeux pratiques de la fiscalité.

DROIT INTERNATIONAL, EUROPÉEN ET COMPARÉ

Le **Droit international public** présente le droit des relations inter-étatiques et le droit des organisations internationales, expose les normes s'y rapportant et approfondit les domaines de coopération les plus importants, en particulier au sein des Nations Unies.

Le **Droit international privé** étudie les questions de compétence judiciaire et de droit applicables chaque fois qu'une relation juridique privée intéresse plusieurs pays (contrats inter-

nationaux, mariage et divorce entre personnes de nationalités différentes, etc.). Cette discipline à caractère international est complétée par le **Droit comparé**, qui vise à vous sensibiliser à la diversité des systèmes juridiques, avec une attention particulière à la common law et aux juridictions européennes.

Le **Droit de l'Union européenne** traite du droit institutionnel et matériel de l'Union européenne, et examine les principaux accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne.

ÉCONOMIE ET MARCHÉ

Le **Droit et la pratique comptable** a pour objet l'étude du modèle comptable de base ainsi que les principes, les règles d'usage et les règles juridiques qui constituent son cadre de référence.

L'**Introduction à l'économie politique** vous propose une étude systématique des principes de fonctionnement micro- et macro-économique des économies de marché.

PROCÉDURES

L'**Organisation judiciaire et procédures** présente de manière générale les différents tribunaux et étudie des éléments de procédure civile, de procédure pénale et de procédure administrative.

Le cours de **Droit des poursuites et faillites** est consacré aux voies et moyens d'exécution à disposition du créancier d'une prétention pécuniaire (poursuite, suivie de la saisie, de la faillite ou de la réalisation du gage).

DROIT PÉNAL

Le **Droit pénal I** présente la loi pénale et son champ d'application, et s'attache à l'examen des dispositions générales du droit pénal (conditions de la répression, éléments de l'infraction et de la culpabilité, fixation de la peine ; prescription ; contraventions).

Le **Droit pénal II** traite du droit des sanctions, du droit pénal des personnes mineures et des principales infractions de la partie spéciale du Code pénal (infractions contre la vie et l'intégrité corporelle, contre l'honneur, contre la liberté, contre l'intégrité sexuelle ou encore contre le patrimoine).

BACCALURÉAT UNIVERSITAIRE EN DROIT

BACHELOR OF LAW (BLAW)

180 CRÉDITS ECTS

EXAMENS DE TROISIÈME SÉRIE	
6 ^e semestre	<p>Module 3</p> <p>Droit civil III, Droit commercial, Droit comparé et Droit international privé, Droit des contrats spéciaux, Droit des poursuites et faillites, Droit de l'Union européenne, Droit fiscal, Philosophie du droit, Méthodologie, argumentation et rédaction juridiques, 1 option à choix*, Travail personnel de fin d'études**</p> <p>63 crédits (105 %)</p>
5 ^e semestre	
EXAMENS DE DEUXIÈME SÉRIE	
4 ^e semestre	<p>Module 2</p> <p>Droit administratif général, Droit civil II, Droit constitutionnel II, Droit des obligations II, Droit pénal II, Droit social ou Droit social en allemand, Fondements romains de droit privé, Organisation judiciaire et procédures</p> <p>57 crédits (95 %)</p>
3 ^e semestre	
EXAMENS DE PREMIÈRE SÉRIE	
2 ^e semestre	<p>Module 1</p> <p>Droit civil I, Droit constitutionnel I, Droit des obligations I, Droit international public, Droit pénal I, Histoire du droit I, Introduction à l'économie politique, Introduction au Droit/Méthodologie, Droit et pratique comptable, Langue juridique allemande</p> <p>60 crédits (100 %)</p>
1 ^{er} semestre	

* **Options proposées en 3^e année :** Fondements communs des droits européens; Histoire du droit II; Introduction à la sociologie du droit; Psychiatrie légale; Introduction à la criminologie; Science forensique: « Typologie des traces »; Transformation numérique du droit et de sa pratique.

** **Travail personnel de fin d'études :** Pour pouvoir vous présenter à la 3^e série d'examens, vous devez, au cours de votre 3^e année de Bachelor et avant la fin des enseignements du module 3, valider un travail personnel de fin d'études.

Le cursus du Baccalauréat universitaire en Droit se compose de 3 modules fixes. Les pourcentages expriment la charge de travail que représente chaque module, proportionnellement à la charge de travail nécessaire à la réussite d'une année académique. Un crédit correspond à une charge de travail de 25 à 30 heures, y compris la présence en classe et la préparation aux examens.

LE POINT DE VUE DE...



Véronique Boillet,
professeure associée,
Centre de droit public

Parallèlement à l'aspect académique, les études de droit se caractérisent par un aspect pratique. En Bachelor, la majorité des enseignements sont complétés par des exercices visant à mettre en pratique les principes théoriques développés dans le cadre des cours ex cathedra. Ces travaux pratiques (TP) se déroulent en plus petits groupes, de manière à permettre une participation active de votre part. L'objectif est de vous permettre de développer une argumentation juridique. Les TP préparent également aux examens, qui se déroulent sous la forme de cas. Il est attendu de vous que vous maîtrisiez les différents outils juridiques et développiez une réflexion argumentée. Les études de droit ne consistent pas à mémoriser des solutions toutes faites !

ET VOUS, COMMENT AVEZ-VOUS CHOISI VOS ÉTUDES ?



Lydia Voelke

Étudiante, Baccalauréat universitaire en Droit

défi de la transition du gymnase à l'Université était surtout d'apprendre comment prendre des notes.

Le droit n'est pas forcément un cursus réputé pour laisser beaucoup de temps libre à côté, mais c'est faisable. Personnellement, je fais du violon au conservatoire, et j'ai dû laisser tomber la pratique intensive. En revanche, je fais toujours des projets d'orchestre à côté, des concerts, des répétitions, etc. Il n'y a pas besoin d'étudier intensivement en permanence, c'est plutôt par périodes : en général, environ un mois et demi avant les examens on passe nos journées à la bibliothèque. Le reste de l'année, tant qu'on se tient à jour au niveau des cours, il n'y a pas forcément besoin d'étudier autant. On peut tout à fait aller boire des verres aux bars étudiants, par exemple. L'ambiance estudiantine sur le campus est vraiment sympa !

Les étudiant-e-s en droit ne sont pas forcément de futur-e-s avocat-e-s

Au tout départ, comme beaucoup d'étudiant-e-s, je voulais être avocate. Mais au fil des études, mon idée s'est un peu développée. Je me suis rendu compte que j'aimais beaucoup l'aspect humain du droit, ce qui aide vraiment les gens, comme par exemple la résolution de conflit. J'aimerais donc plutôt m'orienter dans un domaine plus tourné vers la médiation ou le conseil juridique que vers la plaidoirie.

Conseils aux futur-e-s étudiant-e-s

Il ne faut pas se mettre la pression, si tu t'en donnes les moyens c'est vraiment accessible ! En première année, il s'agit surtout de trouver sa méthode de travail et de comprendre comment prendre ses notes. La deuxième année est plus complexe au niveau des matières, mais à ce moment on a déjà l'habitude de travailler à l'université, ce qui aide beaucoup. Je conseillerais également de ne pas être impressionné-e par la distance avec les professeur-e-s par rapport au gymnase : si on a une question, il ne faut pas hésiter à aller la poser. Je me souviens que ce qui m'avait surpris lors des premiers examens oraux était que le professeur ne me connaissait pas, alors que moi si ! N'hésite pas non plus à faire partie des associations, et pour les premières années à bénéficier d'un mentorat : il y a un système où les étudiant-e-s plus avancé-e-s dans leur cursus parrainent les premières années qui le souhaitent. Personnellement, ça m'a beaucoup aidée d'avoir une marraine.

Un cursus littéraire

J'ai fait le collège en option latin, puis le gymnase en option grec : comme quoi on peut arriver de n'importe quelle option et avoir sa place en droit ! D'ailleurs beaucoup d'étudiant-e-s n'ont pas fait économie et droit au gymnase. Ce sont en réalité des études assez littéraires : il y a beaucoup de textes, il faut savoir analyser, écrire, etc.

La charge de travail, mythe ou réalité ?

J'ai toujours beaucoup travaillé donc je n'ai pas vraiment été heurtée par la charge de travail en arrivant ici. La première année de droit est réputée difficile, mais je pense que si on échoue, c'est parce qu'on n'a pas trouvé sa bonne méthode de travail. La matière enseignée est très accessible, et le cliché selon lequel « il faut tout apprendre par cœur » n'est pas vrai : il faut beaucoup apprendre par cœur, mais il y a aussi beaucoup de compréhension, et tout est dans les textes. Pour moi le

Découvrez d'autres portraits sur :

www.unil.ch/formations/choisirsetudes

MAÎTRISES UNIVERSITAIRES

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE EN DROIT
(90 CRÉDITS ECTS)

La Maîtrise universitaire en Droit vise à approfondir, développer et compléter les connaissances acquises dans le cadre du Baccalauréat universitaire. Le programme de la Maîtrise universitaire en Droit est conçu de manière à vous permettre de vous orienter en fonction de vos intérêts et objectifs professionnels. Vous pourrez ainsi opter pour une Maîtrise dite « générale » ou « sans mention » en composant librement votre programme parmi l'ensemble des enseignements de la Maîtrise ou assortir votre Maîtrise d'une ou deux mention(s) en mettant l'accent sur l'un ou l'autre domaine suivant :

- droit de l'environnement et climat;
- droit du commerce;
- droit du contentieux;
- droit international et comparé;
- droit pénal;
- droit privé et fiscal du patrimoine;
- droit public;
- droit du travail et sécurité sociale;
- fiscalité internationale;
- théorie juridique.

Dans le cadre de la Maîtrise universitaire en Droit, vous aurez à présenter un travail de mémoire, consistant en une recherche personnelle d'une certaine envergure sur un thème choisi d'entente avec une enseignante ou un enseignant de la Maîtrise. La variété des sujets de mémoire reflète la richesse des enseignements de la Maîtrise :

- Le devoir d'information des médecins.
- La réduction du prix de vente en cas de défaut de la chose.
- La responsabilité de l'État en matière de prévention des dangers naturels.
- La circonstance aggravante du métier dans les infractions contre le patrimoine et le blanchiment d'argent.
- La protection des biens culturels en cas de conflit armé.

La Maîtrise universitaire en Droit permet d'accéder à un large éventail d'activités professionnelles. Elle ouvre notamment l'accès au stage d'avocat-e et au stage de notaire pour celles et ceux qui choisissent la mention droit privé et fiscal du patrimoine. Elle prépare également aux diverses professions juridiques proposées par les administrations publiques, les tribunaux, les entreprises privées ou encore les organisations internationales. De nombreux débouchés sont envisageables, par exemple dans la culture, la politique ou les affaires.

www.unil.ch/ecolededroit/master/droit

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE EN DROIT
DES UNIVERSITÉS DE ZURICH
ET LAUSANNE (90 CRÉDITS ECTS)

Ce cursus conjoint bilingue vous offre la possibilité d'accomplir vos études de Maîtrise universitaire en Droit auprès des Universités de Zurich et Lausanne et d'approfondir vos connaissances juridiques et votre maîtrise de la langue juridique allemande, respectivement française, auprès des deux facultés partenaires. Ce cursus se fonde sur les objectifs généraux tout en y ajoutant un caractère bilingue et une portée nationale.

La Maîtrise universitaire en Droit des Universités de Zurich et Lausanne, d'une durée maximale de 5 semestres, présente la particularité qu'un semestre au moins est passé auprès de la Faculté partenaire. Les 90 crédits de la Maîtrise se répartissent de la manière suivante: Module « procédures » à 12 ECTS :

- Zivilverfahrensrecht UZH (12 ECTS)
- Procédure civile UNIL (6 ECTS)
- Procédure pénale UNIL (6 ECTS)
- Procédure et juridiction administratives UNIL (6 ECTS)
- Module obligatoire à option « Grundlagen » : (6 ECTS)
- Module à option UNIL : 33 ou 36 ECTS en fonction des crédits validés pour le mémoire (12 ECTS à l'UZH / 15 ECTS à l'UNIL).

Tout comme la Maîtrise universitaire en Droit, ce cursus bilingue permet d'accéder à un large éventail d'activités professionnelles. Il ouvre notamment l'accès au stage d'avocat-e et prépare également aux diverses professions juridiques proposées par les administrations publiques, les tribunaux, les entreprises privées, ou encore les organisations internationales. De nombreux autres débouchés sont envisageables, par exemple dans la culture, la politique ou les affaires.

Organisation : École de droit de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique de l'UNIL et Faculté de droit de l'Université de Zurich

www.unil.ch/ecolededroit/master/lausannezurich

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE EN DROIT
EN PROFESSIONS JUDICIAIRES
(120 CRÉDITS ECTS)

La Maîtrise universitaire en Droit en professions judiciaires offre aux personnes intéressées par les métiers de la magistrature la possibilité d'accroître leurs chances d'y accéder. Elle permet également aux future-s avocat-e-s d'acquérir les bases nécessaires en matière de pratique judiciaire. Cette formation mène à approfondir et compléter les connaissances juridiques acquises au niveau du Baccalauréat universitaire, en mettant l'accent sur la compréhension de l'ensemble de l'institution judiciaire et procédurale dans les domaines pénaux, civils et administratifs ainsi que sur le processus d'élaboration d'une décision rendue par un Tribunal ou une autre autorité.

Fort de son caractère interdisciplinaire, cette formation de deux ans (120 ECTS) vous permet d'acquérir des compétences transversales, propres aux trois Écoles de la Faculté (École de droit, École des sciences criminelles et Institut des hautes études en administration publique), liées à la pratique judiciaire, au management d'un tribunal, à la communication, à l'interprétation des preuves, aux droits des victimes et des lésé-e-s au travers – notamment – d'ateliers animés par des magistrat-e-s et des enseignant-e-s en relation avec le droit de la famille, des personnes et du divorce, la pratique des Justices de Paix, la pratique administrative et la pratique pénale.

www.unil.ch/ecolededroit

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE EN DROIT
ET ÉCONOMIE (90 CRÉDITS ECTS)

Organisé conjointement par l'École de droit de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique et HEC Lausanne, ce cursus a pour objectif de compléter les formations initiales en droit, respectivement en sciences économiques, par une approche interdisciplinaire permettant aux étudiant-e-s issu-e-s de chacune de ces deux disciplines d'acquérir de très bonnes connaissances dans l'autre domaine.

Il existe en effet un besoin manifeste de professionnel-le-s alliant de fortes connaissances juridiques à la maîtrise des paramètres économiques. À l'heure où les compétences transversales sont de plus en plus importantes, la Maîtrise offre aux étudiantes et étudiants

en droit, respectivement en sciences économiques, la possibilité d'acquérir un savoir pertinent pour les divers secteurs économiques du monde des affaires.

Le Master en Droit et économie est ciblé avant tout sur le droit commercial et financier, la gestion d'entreprises et la fiscalité; au-delà de ces domaines centraux, il offre une importante flexibilité dans le choix des cours en fonction de vos intérêts. Il se conclut par la rédaction d'un mémoire, qui peut porter sur des sujets tels que :

- Le sponsoring et la TVA.
- L'imposition des fondations de famille de droit suisse.
- Les assurances-vie en tant que moyens de planification successorale.
- Évolution des agences bancaires, la banque libre service est-elle une solution ?
- L'effectivité d'une protection juridique des données personnelles face à l'internationalisation du réseau internet.

www.unil.ch/hec/mdc

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE EN DROIT,
CRIMINALITÉ ET SÉCURITÉ DES
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
(120 CRÉDITS ECTS)

La Maîtrise universitaire en Droit, criminalité et sécurité des technologies de l'information est le fruit d'une collaboration entre l'École de droit et l'École des sciences criminelles de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique et la Faculté des hautes études commerciales (HEC Lausanne). D'une architecture souple, cette formation pluridisciplinaire s'inscrit dans la continuité des études de base en droit, en sciences économiques et en science forensique (criminalistique). Son objectif est de vous permettre d'acquérir les compétences nécessaires pour appréhender les problèmes posés par les technologies de l'information de manière globale, que ce soit en termes juridiques, informatiques ou criminalistiques.

Le programme peut être effectué sans mention, ou avec l'une des mentions suivantes :

- sciences juridiques (pour les titulaires d'un Baccalauréat universitaire en Droit);
- renseignement et science forensique (pour les titulaires d'un Baccalauréat universitaire ès Sciences en science forensique);
- management de l'information (pour les titulaires d'un Baccalauréat universitaire en informatique de gestion, économie, gestion d'entreprise, finance, informatique ou systèmes de communication).

Cette formation de deuxième cycle se conclut également par un travail de mémoire, consistant en une étude critique pouvant porter sur des problématiques telles que :

- Le management de la sécurité informatique des entreprises.
- Les obligations des fournisseurs de communication dérivés en matière de surveillance.
- L'exploitation de traces présentes sur des supports numériques.

www.unil.ch/dcs

TEMPS PARTIEL

Bien que les études universitaires se conçoivent à plein temps, tous les programmes de Bachelor et la majorité des programmes de Master de l'UNIL sont accessibles à temps partiel, à certaines conditions détaillées dans la directive 3.12. Si le programme à temps plein vous paraît inconciliable avec vos responsabilités extérieures, renseignez-vous à l'avance, auprès de la faculté

MOBILITÉ

L'UNIL encourage vivement le développement de la mobilité interuniversitaire, qui fait partie des principaux objectifs de la Déclaration de Bologne.

L'École de droit vous propose d'effectuer un séjour en mobilité d'un an (max. 60 crédits ECTS) en 3^e année de Bachelor ou d'un semestre (max. 30 crédits ECTS) dans le cadre du Master, en Suisse alémanique ou à l'étranger.

L'École de droit offre également la possibilité, dans le cadre du cursus de Master en Droit, de suivre des enseignements dans une autre Faculté, une autre université ou institut universitaire, à concurrence de 12 crédits ECTS.

www.unil.ch/international

qui vous intéresse, sur les modalités qu'elle peut vous proposer.

Informations complémentaires et directives :

Bachelor :

www.unil.ch/formations/bachelor-temps-partiel

Master :

www.unil.ch/formations/tempspartiel

Comment devient-on avocat-e
ou notaire ?

Dans le canton de Vaud, pour devenir avocate ou avocat, il faut avoir obtenu un Baccalauréat universitaire en Droit et une Maîtrise universitaire en Droit. Pour devenir notaire, on exige un Baccalauréat universitaire en Droit et une Maîtrise universitaire en Droit, mention droit privé et fiscal du patrimoine comprenant toutes les branches de ladite mention. Ces formations universitaires sont dans les deux cas suivies d'un stage sanctionné par un examen. Attention : la durée des stages requis varie selon les cantons.

Informations complémentaires :

www.orientation.ch

Le brevet d'avocat-e est-il un passage
obligé pour trouver un poste dans
le domaine juridique ?

On observe effectivement que les titulaires d'un Master en droit effectuent toujours plus fréquemment un stage d'avocat-e à l'issue de leurs études. Certain-e-s préféreraient peut-être pouvoir s'engager directement dans l'administration ou dans des entreprises de services, mais le marché de l'emploi étant tendu depuis quelques années, il semble que l'accès à des emplois intéressants se fasse aujourd'hui à ce prix.

Cette tendance ne signifie pas que les diplômées et diplômés en droit soient particulièrement touchés par la détérioration de la conjoncture économique. Elle s'explique plutôt par l'augmentation sensible du nombre de titulaires d'un diplôme en droit observée ces dernières années, tout particulièrement en Suisse romande.

SCIENCES CRIMINELLES

LES ÉTUDES EN SCIENCE FORENSIQUE constituent une formation scientifique complexe et interdisciplinaire, qui comprend, en dehors de la science forensique elle-même, des matières des sciences expérimentales comme la physique, la biologie, les mathématiques et la chimie, mais également une composante importante de sciences humaines (droit pénal, criminologie), de la médecine (médecine légale) et de l'ingénierie (informatique, imagerie). La proportion des travaux en laboratoires est très importante par rapport aux cours et séminaires.

Pour son Bachelor en science forensique, l'École des sciences criminelles (ESC) emprunte des enseignements à l'École de droit, à la Faculté de biologie et de médecine et à la Faculté des hautes études commerciales, ainsi qu'à l'École polytechnique fédérale de Lausanne. Seuls les enseignements dispensés directement par l'ESC sont présentés ci-dessous.

BACCALURÉAT UNIVERSITAIRE EN SCIENCE FORENSIQUE

BACHELOR OF SCIENCE (BSC) IN FORENSIC SCIENCE

180 CRÉDITS ECTS

INTRODUCTION À LA SCIENCE FORENSIQUE

La recherche des traces constitue le fil rouge de la méthode d'investigation. Cet enseignement définit la trace matérielle en tant qu'indice dans l'investigation criminelle, il expose la typologie des traces, les règles à suivre pour les rechercher et précise leur valeur probante. La présentation des principes et postulats fondateurs de la discipline permet de mettre en perspective le rôle joué par ce moyen de preuve dans l'aide à la décision en tribunal. Le traitement des données et de l'information en tant que renseignement ou moyen de preuve se fait au travers d'une panoplie de méthodes dont les limites et les possibilités sont discutées. Enfin, les divers types d'indices matériels et numériques sont passés en revue et montrent les sphères d'activités des criminalistes (traces de passage, armes à feu, traces biologiques, traces numériques, écritures et signatures, etc.).

INVESTIGATION SUR LES LIEUX

L'investigation des lieux d'un événement (crime, catastrophe, accident) constitue une étape fondamentale dans l'exploitation des traces comme indices matériels (identification

d'auteur-e-s, reconstruction de l'activité, etc.). Les voies d'accès, les lieux et les voies de fuite font l'objet de recherches systématiques pour détecter, documenter et relever des traces pertinentes qui feront ensuite l'objet de traitements particuliers en laboratoire. La fixation de l'état des lieux constitue la pierre angulaire de toute exploitation des traces à des fins judiciaires. Ce cours fait l'objet de nombreux travaux pratiques en situations simulées.

IMAGERIE FORENSIQUE

La documentation occupe une place particulière dans l'investigation criminelle. La photographie traditionnelle, la photographie numérique, le traitement de l'image permettent de mettre en valeur des observations, des mesures, des démonstrations à l'usage des organes judiciaires. Ce cours aborde l'image et sa formation (optique physique), les propriétés et phénomènes optiques appliqués en science forensique. La mise en pratique de techniques classiques de photographie et de techniques particulières permet de montrer les possibilités et les limites de l'illustration dans l'expertise.

DÉTECTION DES TRACES

La détection des traces d'intérêt forensique est une étape indispensable du travail d'investigation. Le procédé de détection repose sur l'application en séquence de techniques physiques, chimiques ou biologiques qui ont chacune leurs propres caractéristiques (avantages et limites) et modes opératoires. Le choix des techniques adaptées nécessite ainsi de connaître la composition, les modes de genèse et les spécificités des traces ciblées. Cet enseignement couvre explicitement les traces de personnes (ex. traces papillaires et biologiques) et d'objets (ex. traces d'outils et de semelles), et inclut la mise en pratique des connaissances théoriques par le biais de travaux en laboratoire sur des pièces réalistes.

TRACE NUMÉRIQUE

L'informatique est omniprésente dans les activités politiques, commerciales, économiques. L'utilisation des communications, des réseaux, des programmes informatiques laisse des traces logiques et matérielles nouvelles pour les criminalistes. Ce cours traite de leur recherche, préservation et exploitation en tant que trace.

ANALYSE CRIMINELLE

Chaque crime est généralement traité comme un événement unique. Lorsqu'il fait partie d'une série, qu'il est répétitif ou organisé, les informations recueillies constituent une quantité de données complexes, imparfaites, qui cachent très souvent l'ensemble du phénomène. L'organisation, la définition et le traitement des données permettent de modéliser les phénomènes criminels et de mettre ainsi en place des réponses opérationnelles adaptées. Le traitement et l'organisation des données font appel à des moyens informatiques et à des méthodes développées dans le cadre de l'ESC et appliquées dans les services opérationnels.

TRAÇOLOGIE

La traçologie est la terminologie générique qui place la trace au sens large dans le processus de compréhension du phénomène criminel pour permettre de prendre des mesures stratégiques, opérationnelles, tactiques, voire préventives dans la lutte contre la criminalité.

INTERPRÉTATION

Ce cours décrit les éléments fondamentaux ainsi que la pertinence et la validité de l'observation des données matérielles, des traces et des indices. Il favorise l'étude des modèles statistiques et de probabilités pour déterminer la valeur et la qualité de l'information véhiculée par un indice matériel.

CRIMINOLOGIE

La criminologie est la science qui tente d'expliquer le phénomène criminel et de proposer les meilleures réactions sociales possibles au crime. Ce cours touche donc à de multiples thèmes, tels que la définition des notions de « déviance » et de « normalité », les théories d'explication du phénomène criminel, la prévention du crime, la réaction sociale au crime, les sanctions pénales, la population carcérale et la politique criminelle.

Si je n'ai pas choisi une filière scientifique pour ma maturité, est-ce que j'aurai le niveau suffisant pour étudier à l'ESC?

Le plan d'études du Bachelor accorde une place très importante aux sciences de base, notamment à la chimie (cf. schéma p.16). Pour cette raison, même si toutes les maturités gymnasiales donnent accès aux études à l'ESC, vous aurez certainement plus de facilité à vous adapter au rythme de travail et au programme chargé du Bachelor si vous avez choisi une orientation scientifique au gymnase. D'une manière générale, il faut souligner que les études à l'ESC sont réputées exigeantes : elles favorisent les étudiant-e-s polyvalent-e-s et travailleurs-euses. Ainsi, quelle que soit l'orientation choisie au gymnase, il est vivement recommandé d'assimiler la matière de façon très régulière, dès le début des études, et de participer activement aux cours et travaux pratiques. Par ailleurs, une bonne maîtrise de l'anglais est essentielle. La littérature pertinente est en effet principalement rédigée dans cette langue.

La possession d'un ordinateur portable est nécessaire pour suivre certains enseignements assistés par ordinateur ou à distance.

«Profiler»: un métier après l'École des sciences criminelles?

Beaucoup d'étudiant-e-s sont attiré-e-s par des emplois « en vogue », tels que le « profiling » (profilage), par exemple, qui axe son activité sur l'évaluation psychologique des criminel-le-s. Il faut savoir que de telles orientations relèvent beaucoup plus à l'heure actuelle de la fantaisie cinématographique et de la mode que d'une réalité scientifique bien établie, tout au moins en Suisse et en Europe. L'utilisation du profil psychologique des criminel-le-s comme indice dans les enquêtes n'ayant pour le moment pas suffisamment fait ses preuves, les activités d'analyse criminelle développées au sein de l'École exploitent des données matérielles mieux maîtrisées et cette orientation ne fait pas partie du programme d'enseignement.



BACCALURÉAT UNIVERSITAIRE EN SCIENCE FORENSIQUE

BACHELOR OF SCIENCE (BSC) IN FORENSIC SCIENCE

180 CRÉDITS ECTS

EXAMEN DE BACHELOR		
6 ^e semestre	Module 2.3. Composante justice et police Enquête judiciaire, Droit pénal I, Droit pénal spécial, Organisation judiciaire et procédures, Médecine légale, Introduction aux méthodes de criminologie 25 crédits (20%)	Module 2.4. Enseignements complémentaires en sciences Probabilités et statistique, Biochimie I, Analyse structurale, Méthodes de séparation analytique 14 crédits (12%)
5 ^e semestre		
4 ^e semestre	Module 2.1. Composante transversale Imagerie, Microscopie, Renseignement forensique, Introduction à l'interprétation de l'indice scientifique, Méthodes d'investigation sur les lieux, Introduction à la criminalistique numérique, Pratique forensique, Travail personnel 41 crédits (34%)	Module 2.2. Composante spécialisée Traces papillaires, Traces biologiques, Traces d'objets, Détection de traces de personnes et d'objets, Armes à feu, Examens techniques des documents, Criminalistique numérique pratique, Exploitation des traces numériques, Microtraces organiques, Méthodes en investigation d'incendies, Stupéfiants 40 crédits (34%)
3 ^e semestre		
EXAMEN PROPÉDEUTIQUE		
2 ^e semestre	Module 1.1. Sciences de base Mathématiques I et II, Algorithme et pensée computationnelle, Programmation en Python, Informatique et réseaux, Physique expérimentale I et II, Chimie générale avancée, Chimie organique, TP de chimie 46 crédits (77%)	Module 1.2. Sciences criminelles Science forensique générale: Typologie des traces, Science forensique générale: Méthodologie, Introduction au droit/méthodologie, Criminologie 14 crédits (23%)
1 ^{er} semestre		

Les pourcentages expriment la charge de travail que représente chaque discipline, proportionnellement à la charge de travail nécessaire à la réussite d'une année académique. Un crédit correspond à une charge de travail de 25 à 30 heures, y compris la présence en classe et la préparation aux examens.

LE POINT DE VUE DE...



Céline Weyermann,
professeure
ordinaire en
science forensique,
École des sciences
criminelles

En science forensique, on étudie la trace. Nous avons une vision très généraliste, qui permet de l'aborder sous tous ses aspects. Cela se traduit par un plan d'études comprenant des matières variées : beaucoup de sciences de base, de l'informatique, du droit, un peu de sciences humaines, de médecine légale et de photographie. Le but est de pouvoir arriver sur une scène de crime, comprendre le problème, l'étudier et, dans la mesure du possible, le résoudre. D'ailleurs, les bons scientifiques forensiques ne sont pas forcément les étudiant-e-s les plus brillant-e-s scolairement : ce sont des gens qui ont à cœur de résoudre les problèmes, qui vont se donner les moyens de le faire tout en réfléchissant à la méthodologie à utiliser, et qui se sentent concernés. Il ne suffit pas d'appliquer des procédures de routine.

ET VOUS, COMMENT AVEZ-VOUS CHOISI VOS ÉTUDES ?

**Inès Labidi**

Étudiante, Maîtrise universitaire ès Sciences en science forensique (orientation identification et investigation numériques)

pas rejoindre une brigade de lutte contre la criminalité numérique. En première année, il y a également beaucoup de maths, de chimie et de physique. Certains cours se passent à l'EPFL, ce qui donne une idée du niveau à adopter ! Il y a aussi quelques matières qui sont liées aux sciences criminelles (criminologie, droit, méthodologie et typologie des traces), mais ça reste assez léger en première année.

Le piège des séries policières

Beaucoup d'étudiant-e-s sont surpris-e-s en arrivant en première année, car elles et ils pensaient que cela allait être comme dans les séries policières. C'est dommage car cela conduit à de nombreux abandons. Je pense qu'en entrant en première année, il faut être préparé-e à faire beaucoup de matières scientifiques « dures », et à prendre un peu sur soi si ce n'est pas trop son truc, parce qu'après ça devient très cool ! C'est le conseil principal que je donnerais, avec le fait de travailler très régulièrement. Ce qu'on voit en première constitue une base importante, mais n'est pas forcément un prédicteur de la suite selon le domaine dans lequel on souhaite se spécialiser. Par exemple, j'avais de la peine en math et en physique, mais cela ne m'a pas empêchée de bien réussir la suite du cursus !

F. Imhof © UNIL

Une direction bien anticipée

Mon choix pour ces études s'est fait très naturellement : ayant toujours été intéressée par les énigmes et la police, ce cursus m'a tout de suite attirée. J'ai donc orienté mes choix d'options au collège et au gymnase vers cette finalité (math-physique et bio-chimie). Cela m'a surtout permis de prendre confiance en mes capacités au niveau des sciences dures, mais je pense que je m'en serais sortie sans ces options : si tu es motivé-e et impliqué-e, il n'y a pas besoin d'avoir un background scientifique pour réussir.

La surprise de l'informatique

Finalement, une matière que j'aurais peut-être dû plus considérer dans mes choix avant l'université est l'informatique, car il y en a beaucoup en première année et le niveau est assez poussé. Mais en réalité, on s'en sort très bien même sans avoir rien fait de tout cela avant ! Il ne faut donc pas se laisser décourager par l'informatique, personnellement malgré mon absence de background dans le domaine, j'ai fini par choisir une orientation de Master axée sur cette discipline ! Par la suite, je pense faire l'école de police pour pouvoir faire de l'enquête, et pourquoi

Les relations avec les autres étudiant-e-s

Les volées de première année sont généralement assez grandes, et la charge de travail ne permet pas forcément de sortir beaucoup. Personnellement, j'avais rejoint l'association des étudiant-e-s de sciences criminelles, ce qui m'a aidée à faire des rencontres et à me sentir faire partie de la faculté. En deuxième année, il y a généralement moins de monde, du coup le contact change totalement : on apprend à connaître les gens de notre classe, notamment grâce aux nombreux travaux en commun pour lesquels on ne choisit pas toujours notre groupe. Cela permet non seulement de rencontrer des gens, mais aussi de voir comment les autres travaillent ou encore d'apprendre à travailler en équipe. En troisième année, la composition de classe est en général la même qu'en deuxième puisque ces deux années sont liées par les mêmes modules. Je pense qu'il est important de ne pas se comparer aux autres parce qu'on a toutes et tous un background différent ! Peu importe le tien, une fois que tu as trouvé ta méthode de travail et as pris confiance en tes capacités, tu peux y arriver. Il y a du travail, mais c'est tellement passionnant que ça en vaut la peine.

Découvrez d'autres portraits sur :

www.unil.ch/formations/choisirsetudes

MAÎTRISES UNIVERSITAIRES

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE EN DROIT EN CRIMINOLOGIE ET SÉCURITÉ (120 CRÉDITS ECTS)

La Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité a pour objet l'étude du comportement antisocial et de la réaction sociale à ce comportement. Elle s'intéresse à la délinquance et à ses victimes, aux délits ainsi qu'aux sanctions et autres mesures pénales. L'étude scientifique de la déviance permet le développement de politiques criminelles pertinentes ainsi que la mise en place de programmes de prévention de la délinquance et de prise en charge des délinquant-e-s. Le programme offre une formation pluridisciplinaire qui touche aussi bien à la sociologie qu'au droit, à la science forensique ou à la psychologie. Le plan d'études varie en fonction du type de Baccalauréat universitaire obtenu au préalable.

www.unil.ch/esc > Enseignement > Masters

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE ÈS SCIENCES EN ANALYSE CRIMINELLE ET TRAÇOLOGIE (120 CRÉDITS ECTS)

Ce cursus offre des compétences croisées en criminologie et en science forensique nécessaires à l'exploitation des traces dans l'analyse, la prévention et la gestion de phénomènes criminels variés. Les enseignements visent à vous permettre de :

- Détecter, décrire et interpréter des phénomènes criminels au moyen des traces et à la lumière des théories criminologiques.
- Exploiter la valeur informationnelle des traces dans les processus de prévention, d'intervention et de réduction des problèmes.
- Expliquer les rôles de la criminologie dans l'analyse des questions entourant la recherche, la collecte, l'exploitation et l'interprétation des traces.
- Mettre en pratique les outils et approches méthodologiques des deux disciplines.

La Maîtrise universitaire est organisée en partenariat avec l'École de criminologie de l'Université de Montréal, où vous passerez un semestre.

www.unil.ch/esc > Enseignement > Masters

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE ÈS SCIENCES EN SCIENCE FORENSIQUE, ORIENTATION CRIMINALISTIQUE CHIMIQUE (120 CRÉDITS ECTS)

La Maîtrise universitaire ès Sciences en science forensique, orientation criminalistique chimique, a pour objet la compréhension de l'apport des techniques de chimie analytique à la science forensique, ainsi qu'à plusieurs autres domaines se fondant sur la résolution de problèmes par le recours à des analyses instrumentales.

Le programme de la Maîtrise universitaire ès Sciences en science forensique, orientation criminalistique chimique, présente une composante théorique complétée par un grand nombre de travaux pratiques faisant appel à la chimie analytique ainsi qu'à l'application de la science forensique. Autour d'un noyau d'enseignements dispensé par l'École des sciences criminelles, le programme bénéficie de la collaboration de la Section de Chimie et Génie Chimique (SCGC) de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) et du Centre Universitaire Romand de Médecine Légale (CURML). Certains enseignements peuvent être en anglais.

www.unil.ch/esc > Enseignement > Masters

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE ÈS SCIENCES EN SCIENCE FORENSIQUE, ORIENTATION IDENTIFICATION PHYSIQUE (120 CRÉDITS ECTS)

La Maîtrise universitaire ès Sciences en science forensique, orientation identification physique, vise à offrir une formation approfondie autant théorique que pratique en matière d'identification de personnes ou d'objets.

L'enseignement transdisciplinaire couvre les principaux domaines de l'identification : la dactyloscopie, l'analyse ADN, la biométrie, la tracéologie, les armes à feu ainsi que les écritures/signatures et met notamment l'accent sur les méthodes probabilistes d'interprétation.

Le programme de la Maîtrise universitaire ès Sciences en science forensique, orientation identification physique, est conçu de manière à ouvrir la voie à l'expertise judiciaire en matière d'identification. Aussi l'enseignement pratique est-il fortement axé sur la résolution de cas fictifs et l'analyse de cas. Vous aborderez les problématiques de recherche, de détection et d'identification aussi bien sur un mode investigatif que sur un mode évaluatif et mènerez vos recherches dans la perspective d'un travail d'expertise destiné aux organes de la justice pénale.

www.unil.ch/esc > Enseignement > Masters

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE ÈS SCIENCES EN SCIENCE FORENSIQUE, ORIENTATION INVESTIGATION ET IDENTIFICATION NUMÉRIQUES (120 CRÉDITS ECTS)

La Maîtrise universitaire ès Sciences en science forensique, orientation investigation et identification numériques combine l'approche forensique transversale de l'ESC avec des compétences techniques dans les domaines du numérique. Elle répond à un besoin identifié au sein des corps de police et de nombreuses entreprises publiques ou privées. En effet, bien des organismes doivent envisager une approche holistique de la sécurité et de la criminalité liées aux nouvelles technologies, qu'il s'agisse de cyberattaques ou d'actes frauduleux commis à l'interne par des employé-e-s (vols de données), en passant par l'espionnage économique et la contrefaçon.

L'enseignement transdisciplinaire couvre les principales techniques d'investigation numérique. Il favorise les synergies avec la criminologie en lien avec les nouveaux paradigmes d'Internet : réseaux sociaux, forums de discussion, structures et importance des réseaux criminels actifs sur Internet, virtualisation de certaines de leurs activités criminelles.

Le but de la Maîtrise universitaire ès Sciences en science forensique, orientation investigation et identification numériques, est de former des universitaires ayant une vision transversale approfondie en science forensique, complétée par une orientation technique reconnue dans les domaines du numérique. Un partenariat avec le Département technique et informatique de la HES bernoise renforce l'apprentissage des techniques informatiques. Cette combinaison d'une pensée analytique forensique et de compétences informatiques rend cette spécialisation unique par rapport aux autres formations, tant en Suisse qu'à l'étranger.

www.unil.ch/esc > Enseignement > Masters

MOBILITÉ

L'UNIL encourage vivement le développement de la mobilité interuniversitaire, qui fait partie des principaux objectifs de la Déclaration de Bologne.

L'École dispose de plusieurs accords pour la mobilité, même si ceux-ci interviennent principalement au niveau des Masters, il existe aussi des possibilités d'échanges en 3^e année de Bachelor.

www.unil.ch/international



TEMPS PARTIEL

Bien que les études universitaires se conçoivent à plein temps, tous les programmes de Bachelor et la majorité des programmes de Master de l'UNIL sont accessibles à temps partiel, à certaines conditions détaillées dans la directive 3.12.

Si le programme à temps plein vous paraît inconciliable avec vos responsabilités extérieures, renseignez-vous à l'avance, auprès de la faculté qui vous intéresse, sur les modalités qu'elle peut vous proposer.

Informations complémentaires et directives :

Bachelor :

www.unil.ch/formations/bachelor-temps-partiel

Master :

www.unil.ch/formations/tempspartiel



ADMINISTRATION PUBLIQUE

L'INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES EN ADMINISTRATION PUBLIQUE (IDHEAP) se concentre sur l'étude de l'administration publique, un champ interdisciplinaire visant à développer les connaissances scientifiques sur la conduite des affaires publiques et la direction des institutions qui en sont responsables. Ces connaissances s'appuient sur plusieurs disciplines des sciences humaines et sociales, comme le droit, l'économie, le management et la science politique, adaptées aux spécificités du secteur public et parapublic. L'IDHEAP est le seul institut universitaire suisse totalement dédié à cet important champ de la connaissance.

À l'interface entre théorie et pratique de l'administration publique, l'IDHEAP est le pôle national d'excellence de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique de l'Université de Lausanne contribuant à l'analyse des mutations du secteur public et à une meilleure gouvernance de l'État de droit à tous ses niveaux, en pleine coopération avec ses partenaires universitaires en Suisse et à l'étranger.

MISSIONS

Au service de ses étudiantes et étudiants, du secteur public et de la société dans son ensemble, l'IDHEAP a une triple mission qui résulte de sa vision :

- enseignement au niveau master et post-master, ainsi que formation continue de qualité des élu-e-s et cadres publics ;
- recherche fondamentale et appliquée en administration publique reconnue au niveau national et international, et valorisée dans le secteur public suisse ;
- expertise et conseil indépendants appréciés par les organismes publics mandataires et enrichissant l'enseignement et la recherche.

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE

MAÎTRISE UNIVERSITAIRE EN POLITIQUE ET MANAGEMENT PUBLICS (120 CRÉDITS ECTS)

Cette Maîtrise universitaire en politique et management publics, unique en Suisse, se caractérise par son interdisciplinarité, son multiculturalisme et son orientation à la fois académique et professionnalisante. Elle a, d'une part, l'ambition de former les futur-e-s cadres des administrations publiques et parapubliques suisses ainsi que des organisations à but non lucratif. D'autre part, elle permet d'accéder aux formations doctorales correspondantes.

Le programme commence par une formation interdisciplinaire de base donnée à Lausanne, à Berne ou à Lugano. Elle vous permettra de disposer des connaissances nécessaires dans les principaux domaines liés à l'administration publique. Au 3^e et 4^e semestres, vous suivrez une orientation spécifique choisie parmi celles proposées par les différents partenaires sur leurs sites respectifs, soit :

- Transformation et innovation dans le secteur public (UNIL)
- Économie et finances publiques (UNIL)
- Gouvernance internationale et administration publique (UNIL)
- Droit public (UNIBE)
- Sciences politiques (UNIBE)

- Management public (UNIBE)
- Économie publique (UNIBE)
- Politiques publiques et durabilité (USI)

Les langues d'enseignement sont les langues du site sur lequel les cours sont dispensés.

Organisation : Universités de Lausanne, Berne et de la Suisse italienne.

www.unil.ch/idheap/pmp

TEMPS PARTIEL

Bien que les études universitaires se conçoivent à plein temps, la majorité des programmes de Master de l'UNIL sont accessibles à temps partiel, à certaines conditions détaillées dans la directive 3.12.

Si le programme à temps plein vous paraît inconciliable avec vos responsabilités extérieures, renseignez-vous à l'avance, auprès de la faculté qui vous intéresse, sur les modalités qu'elle peut vous proposer.

Informations complémentaires et directive :

Master :

www.unil.ch/formations/tempspartiel

RECHERCHE

DROIT

L'École de droit exerce une activité de recherche dans les branches du droit positif ainsi que dans les branches métajuridiques (philosophie du droit, histoire du droit, sociologie du droit). Les recherches menées à l'École aboutissent à des travaux sur la mise en œuvre et l'interprétation des différentes sources de droit existantes ; ceux-ci prennent p.ex. la forme de commentaires de lois, de monographies, de manuels destinés à l'enseignement et à la pratique, de commentaires critiques de la jurisprudence et de thèses de doctorat. Les chercheuses et chercheurs élaborent également des propositions d'amélioration ou de révision du cadre législatif. Les recherches s'intéressent en outre à la formation des concepts juridiques et contribuent ainsi à une réflexion générale sur l'équité, la justice et le droit.

Au sein des Centres de l'École, les recherches portent notamment sur les domaines suivants :

- **Centre de droit comparé, européen et international** : protection internationale des droits humains, droit de l'Union européenne, droit comparé, droit international privé, droit international public, droit de l'arbitrage.
- **Centre de droit pénal** : droit pénal général et spécial, droit pénal économique, entraide pénale internationale, droit pénal administratif, droit pénal informatique, procédure pénale.
- **Centre de droit privé** : droit civil (p. ex. filiation, protection de l'adulte, successions, droits réels), droit des obligations (partie générale et contrats), droit de la consommation, procédure civile, droit des poursuites et faillites, droit romain, histoire du droit, philosophie du droit et méthodologie. Le Centre de droit privé abrite également des centres de recherches spécifiques : l'Institut du droit des assurances et du travail (IDAT), le Centre du droit de l'entreprise – CEDIDAC (droit industriel, droit d'auteur, droit commercial) ainsi que le Centre de droit notarial (CDN).

SCIENCES CRIMINELLES

Les recherches à l'École des sciences criminelles se sont développées autour d'axes scientifiques forts et au travers de travaux transdisciplinaires qui intègrent le phénomène criminel (le crime et ses auteur-e-s) comme dénominateur commun. Les domaines traités sont la trace, sa découverte et son interprétation, la documentation de scènes d'investigation et d'indices, le renseignement et l'analyse criminelle, la criminologie, les statistiques criminelles et la politique criminelle avec certains groupes qui focalisent leur intérêt sur la connaissance d'un type de phénomène (incendies, trafic de stupéfiants).

Un exemple de recherche en science forensique...

Les faux documents d'identité, tels que passeports falsifiés ou cartes d'identité contrefaites, constituent un excellent moyen d'obtenir indûment des droits ou de brouiller les pistes pour échapper à l'action pénale. Les organisations criminelles les fabriquent et les utilisent pour mener à bien leurs entreprises comme la traite des êtres humains, les escroqueries voire des actes terroristes. En Suisse comme ailleurs, la police scientifique déploie des compétences et des méthodes qui permettent de détecter efficacement ces faux documents pour les retirer de la circulation. L'intervention de la science forensique ne s'arrête toutefois pas là : l'examen minutieux des caractéristiques matérielles de ces documents (p. ex. techniques d'impression, modes d'imitation des éléments de sécurité, traces laissées par un changement de photographie) permet de décrire et de comprendre le mode de fabrication des faux. Il est ainsi possible de reconnaître des similitudes entre des faux documents saisis en des lieux et des moments différents, voire d'identifier la production propre à des filières criminelles ou à des faussaires particuliers.

La recherche de Simon Baechler, doctorant en science forensique, s'inscrit dans cette perspective. Elle consiste à développer une systématique d'exploitation et de comparaison des caractéristiques matérielles des faux documents d'identité afin de produire des renseignements sur la criminalité. À l'aide de données issues de cas réels, il s'agit de concevoir et de tester des méthodes scientifiques, fiables et efficaces pour transformer les observations techniques réalisées



SCIENCES CRIMINELLES

ADMINISTRATION PUBLIQUE

sur les faux documents d'identité en connaissances concrètes utilisables par la police et les autres organes de la sécurité. Les connaissances produites permettent notamment d'orienter et d'aider les investigations en ouvrant des pistes d'enquête ou en confirmant des relations criminelles supposées. Elles contribuent à comprendre les phénomènes criminels, à détecter la survenance de nouvelles tendances et à mettre en évidence les formes organisées de criminalité. Les connaissances produites participent également à la prévention du crime en aidant à mieux détecter les faux documents et en contribuant à la conception de futurs documents d'identité officiels plus robustes contre les fraudes.

Plus que la simple exécution des décisions politiques, l'administration publique assure avant tout un rôle de support dans la préparation et la prise de décisions par les responsables politiques. Ainsi, la recherche en administration publique s'intéresse à et s'interroge sur tout ce qui touche, de près ou de loin, à l'action ou l'organisation de la sphère publique. Et c'est bien ce en quoi consiste la recherche, fondamentale ou appliquée, au sein de l'Institut de hautes études en administration publique. Empruntant une approche pluridisciplinaire combinant des sciences humaines et sociales, la recherche à l'IDHEAP vise à comprendre et dresser un bilan des événements passés mais aussi à mettre en lumière les défis et enjeux de demain.

Un exemple de recherche en administration publique...

Détenteur d'un Bachelor en sciences économiques (UNINE) ainsi que d'un Master en politique et management publics (UNIL-IDHEAP), Maxime Clémenceau a obtenu un Doctorat en administration publique (UNIL-IDHEAP). Ses recherches, portant principalement sur l'explication des déficits publics dans les cantons suisses, furent l'opportunité de conjuguer son intérêt pour le monde politico-administratif et son goût pour les méthodes de recherche quantitatives.

Parmi tous les domaines de recherche traités à l'IDHEAP, celui des finances publiques est peut-être l'un de ceux où l'aspect multidisciplinaire est le plus présent. Reposant tant sur le droit, l'économie, le management, la science politique ou des méthodes statistiques avancées, la recherche en finances publiques investigate la présentation des budgets et des comptes publics, évalue la performance de l'État ou cherche à expliquer la situation financière des collectivités publiques au travers de leurs déficits ou de leur endettement. Et parfois même, les trois à la fois.

Ainsi, plusieurs des récentes études effectuées au sein de l'Unité de recherche en finances publiques ont, par exemple, tenté de démontrer l'influence de certaines pratiques comptables, telles que l'estimation des prévisions fiscales ou la cosmétique comptable, sur le niveau des déficits publics. Mais la recherche en finances publiques ne consiste pas uniquement à mettre en lumière une relation de cause à effet entre

deux pratiques ou événements. C'est aussi et surtout s'interroger sur les enjeux et les implications à court et moyen terme de ces événements. De ce fait, plus que de congratuler les ministres des finances lorsque les comptes sont bénéficiaires ou de les accabler lorsqu'ils sont déficitaires, il conviendrait également de se demander si les citoyennes et citoyens ont reçu en prestations publiques l'équivalent de ce qu'ils ont payé en impôts. Tout comme la question de l'équité intergénérationnelle mériterait d'être prise en considération lorsque l'on souhaite aborder le thème de l'endettement public...

Doctorats 2021-2022

Les doctorats décernés en 2021 et 2022 reflètent l'infinie richesse et l'attractivité des domaines de recherche dans l'administration publique.

- Ada Bernier-Amsellem, *Les modalités de gestion des tâches communales: vers une discordance institutionnelle?*
- Lorenzo Egloff, *Le management du pouvoir judiciaire à l'exemple du Tribunal fédéral suisse. Perceptions et attentes d'une bonne justice de dernière instance, et implications managériales.*
- Vadym Mozgovoy, *Physiolitics At The Workplace: Longitudinal Evaluation Of Organizational Effects At Swiss Public Administrations.*
- Delia Pisoni, *An unaffordable fringe of society? The Matthew effect in dual-vocational education and training programmes for disadvantaged youth in Switzerland.*
- Laetitia Ramelet, *Décrypter le consentement politique. Retour aux sources avec Grotius, Hobbes and Pufendorf.*
- Amalia Sofia, *Human rights and private involvement in migration management.*
- Stefan Stepanovic, *Implementing data-driven systems for work and health: the role of incentives in the use of physiolitics.*
- Jason Wettstein, *Influences in decision making: Three essays in behavioral economics.*
- Anna Wilson, *Employers and the governance of inclusion: Disadvantaged youths' access to dual apprenticeships in collective skill formation systems.*



PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES

DROIT

Les études de droit ouvrent les portes de toutes les professions juridiques, telles que : avocat·e, notaire, juriste d'entreprise, employé·e d'administrations publiques, carrières auprès des tribunaux ainsi qu'au sein d'organisations et d'entreprises internationales.

Pour vous faire une idée plus concrète des débouchés envisageables, consultez la page : www.unil.ch/perspectives/unil-et-apres

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Barreau

La plupart des avocates et avocats restent des généralistes travaillant dans de petites structures et pratiquant le barreau. D'autres se spécialisent dans un domaine particulier du droit (droit commercial, droit fiscal, etc.) et conseillent essentiellement des entreprises. Les avocates et avocats commencent généralement leur carrière comme collaboratrices-teurs salarié·e·s dans une étude, avant de s'établir comme indépendant·e·s seul·e·s ou en tant qu'associé·e·s.

Notariat

Les notaires conseillent et assistent leur clientèle de manière impartiale, notamment dans la rédaction des contrats lors d'une transaction immobilière, d'un mariage, d'une succession ou d'une création de société. En Suisse romande, les notaires travaillent obligatoirement de manière indépendante.

Magistrature

Une filière habituelle pour occuper un poste dans la magistrature consiste pour les juristes à travailler au greffe d'un tribunal (d'arrondissement, cantonal, des baux, des mineur·e·s, etc.), puis à effectuer le cas échéant un passage au parquet du ou de la procureur·e en tant que substitut·e, avant de briguer un poste de juge d'instruction, de procureur·e ou de président·e d'un tribunal d'arrondissement. D'autres passent par le brevet d'avocat·e. La Faculté offre aux juristes un Master en Droit en professions judiciaires particulièrement adapté à la formation de futur·e·s magistrat·e·s.

Entreprises privées et administrations publiques

En dehors de l'ordre judiciaire, de certains services de l'État et des assurances, les postes de juristes dont les titulaires ne font que du droit sont limités, chaque entreprise ne possédant pas obligatoirement de service juridique. Les juristes d'entreprise auront dès lors souvent à accomplir des tâches telles que : gestion financière et administrative, gestion du personnel, gestion commerciale, vente et se trouveront en concurrence avec des titulaires d'autres diplômes, notamment en sciences économiques. Les juristes devront donc faire valoir des compétences acquises à titre personnel : bagage linguistique et/ou commercial, connaissances informatiques, activités dans la vie associative.

Divers

Les syndicats, les partis politiques et certaines organisations non gouvernementales ou associations engagent des juristes. Par ailleurs, comme les autres titulaires d'un diplôme en sciences humaines, les juristes peuvent briguer un poste dans le domaine de la communication (journalisme, relations publiques), de la culture ou encore de la diplomatie. Dans ce cas, comme dans le précédent, les compétences non-académiques jouent un rôle important.

QUELQUES CHIFFRES...

L'Office fédéral de la statistique (OFS) réalise tous les deux ans une enquête sur la situation professionnelle des diplômé·e·s, un an après la fin de leurs études. Ses résultats sont disponibles en ligne :

- Enquête « Premier emploi après les études », sur la situation professionnelle des diplômé·e·s des universités suisses : orientation.ch > Travail et emploi > Emploi > Monde du travail > Secteurs d'activité après des études dans une haute école
- De l'UNIL à la vie active – résultats de l'enquête concernant spécifiquement les diplômé·e·s de l'UNIL : unil.ch/statistiques/home/menuinst/donnees-et-enquetes/devenir-des-diplomes.html

SCIENCES CRIMINELLES

Les formations proposées par l'École des sciences criminelles mènent à des postes dans les organisations judiciaires (polices, laboratoires, contrôles), tout en offrant aussi des perspectives plus larges dans des champs de la sécurité publique et privée (banques, assurances, organes de contrôle, renseignement, administrations publiques, sport).

Le marché de l'emploi se modifie considérablement avec la traçabilité généralisée des activités humaines, incluant le numérique, qui demande une approche proportionnée et structurée du traitement de l'information dans les enquêtes et le renseignement. L'ouverture des frontières permet d'envisager une carrière en Europe, malgré de nombreuses restrictions encore imposées par certains pays (la majorité des pays de l'Union européenne réservent encore les domaines de la justice, de la police et de l'armée aux ressortissantes et ressortissants nationaux). Les titres de l'École des sciences criminelles ne dispensent pas des concours qui sont parfois imposés dans le cadre de la procédure de sélection.

Pour vous faire une idée plus concrète des débouchés envisageables, consultez la page : www.unil.ch/perspectives/unil-et-apres

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Services de police aux niveaux cantonal, municipal (grandes villes uniquement) et fédéral

Les titulaires d'un Master en science forensique peuvent briguer des postes dans les services d'identité judiciaire, ou ceux de responsables de divers secteurs d'activités (analyse criminelle, formation, gestion). Les criminalistes peuvent également accéder aux différents postes de la hiérarchie (par ex. chef-fe de la Sûreté, voire commandant-e). Il s'agit des emplois les plus couramment brigués, et aussi ceux qui exigent les compétences les plus proches de la formation reçue. Le développement de l'analyse criminelle, d'unités spécialisées, exige des compétences à la portée des titulaires d'un Master ou d'un doctorat en science forensique.

Assurances

Les postes de gestionnaire de sinistres (niveau employé-e) ou d'inspectrice ou inspecteur de sinistres (niveau cadre) sont ouverts aux criminalistes. Cependant, ils requièrent peu de compétences scientifiques poussées, mais plutôt des capacités de gestion, de négociation et le sens des contacts humains.

Banques

Dans le domaine bancaire, ce sont les services de sécurité qui peuvent intéresser au premier chef les gradués et graduées en science forensique. Dans les postes de cadres, la part de gestion, d'organisation et de conduite du personnel est prépondérante. Une expérience professionnelle préalable ou un complément de formation en gestion s'avèrent souvent indispensables.

Recherche

La recherche en science forensique évolue parallèlement aux développements scientifiques. Des spécialités nouvelles apparaissent, comme l'exploitation de l'ADN dans l'identification des individus. Les postes de recherche à l'université sont souvent de durée limitée, mais peuvent conduire à des emplois dans les grands laboratoires, les hautes écoles ou à des responsabilités dans des unités spécialisées des polices, de la magistrature et de l'administration publique.

Domaines et secteurs divers

Les titulaires d'un titre de l'ESC peuvent briguer des postes de cadres dans les administrations publiques (par ex. le système pénitentiaire), les entreprises privées (par ex. sociétés de surveillance) ou les grands établissements fédéraux (La Poste, CFF). Ces personnes entrent ici en concurrence avec des titulaires d'autres grades, particulièrement en droit ou en sciences économiques. Les criminologues peuvent par exemple travailler dans des services pénitentiaires et de probation (aide à la réinsertion, formation d'adultes) ou dans des observatoires de la sécurité.

QUELQUES CHIFFRES...

L'Office fédéral de la statistique (OFS) réalise tous les deux ans une enquête sur la situation professionnelle des diplômé-e-s, un an après la fin de leurs études. Ses résultats sont disponibles en ligne :

- Enquête « Premier emploi après les études », sur la situation professionnelle des diplômé-e-s des universités suisses : orientation.ch > Travail et emploi > Emploi > Monde du travail > Secteurs d'activité après des études dans une haute école
- De l'UNIL à la vie active – résultats de l'enquête concernant spécifiquement les diplômé-e-s de l'UNIL : unil.ch/unisis > Nos statistiques > Données et enquêtes > Devenir des diplômés

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Les études de Master au sein de l'Institut de hautes études en administration publique (Master en politique et management publics) constituent une formation généraliste et multidisciplinaire. En raison des grandes possibilités d'ouverture offertes par leurs plans d'études, les titulaires d'un Master en administration publique exercent des activités variées et se retrouvent dans de nombreux secteurs professionnels. Leurs domaines d'insertion varient aussi selon le Bachelor effectué au préalable.

Pour vous faire une idée plus concrète des débouchés envisageables, consultez la page : www.unil.ch/perspectives/unil-et-apres

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les titulaires d'un Master œuvrent le plus souvent dans les domaines suivants :

- Administrations publiques fédérale, cantonales et communales
- Organisations à but non lucratif
- Institutions parapubliques
- Structures associatives
- Journalisme
- Formations doctorales
- Entreprises publiques et privées
- Recherche et enseignement
- Organisations internationales



FORMATIONS CONTINUES

Beaucoup de titulaires d'un diplôme poursuivent leur formation après une première expérience professionnelle. Ces personnes suivent alors l'une des nombreuses formations continues en cours d'emploi offertes par l'IDHEAP, afin de se perfectionner et d'accéder à des postes à responsabilité dans leur domaine. L'IDHEAP propose ainsi :

- un Master of Advanced Studies in Public Administration (MPA);
- un Certificat exécutif en management et action publics (CEMAP);
- des séminaires pour spécialistes et cadres;
- une quinzaine de Certificates of Advanced Studies (CAS) permettant de se spécialiser dans des domaines allant de la finance aux ressources humaines en passant par le management et la communication.

QUELQUES CHIFFRES...

L'Office fédéral de la statistique (OFS) réalise tous les deux ans une enquête sur la situation professionnelle des diplômé-e-s, un an après la fin de leurs études. Ses résultats sont disponibles en ligne :

- Enquête « Premier emploi après les études », sur la situation professionnelle des diplômé-e-s des universités suisses : orientation.ch > Travail et emploi > Emploi > Monde du travail > Secteurs d'activité après des études dans une haute école
- De l'UNIL à la vie active – résultats de l'enquête concernant spécifiquement les diplômé-e-s de l'UNIL : unil.ch/unisis > Nos statistiques > Données et enquêtes > Devenir des diplômés

QUE DEVIENNENT LES ALUMNI ?



Chloé Brun, collaboratrice scientifique, Interface

J'ai beaucoup de chance car mon travail à Interface correspond exactement à ce que j'ai étudié. On effectue des recherches, évaluations, entretiens, etc. sur mandats pour pouvoir faire des recommandations sur des politiques publiques. Concrètement, on peut par exemple recevoir un mandat d'un canton qui a mis en place un projet pilote sur la santé pendant deux ans, et qui souhaite que l'on évalue les impacts de ce projet. Sur cette base, nous allons présenter une offre avec le temps et les ressources que cette évaluation va nécessiter. Une fois le mandat accepté, mes tâches sont variées, et consistent, par exemple en de l'analyse documentaire et de données, la réalisation d'entretiens et de focus groups, l'animation d'ateliers, la réalisation de comparaisons (inter)nationales, etc. Tout cela permet d'aboutir à des bilans et recommandations. Le secteur de l'évaluation nécessite une bonne compréhension globale des thèmes, une aptitude à la recherche documentaire, des compétences qualitatives et quantitatives. Une bonne aisance à l'oral et des capacités de présentation sont des atouts.

Chloé Brun, Master en politique et management publics

QUE DEVIENNENT LES ALUMNI ?

© DR



Éline Schwitzguébel,
juriste,
Centre Social
Protestant
et inspection
du travail, Ville
de Lausanne

La mission du secteur juridique du Centre Social Protestant est de permettre à toute personne de prendre connaissance de ses droits et de ses obligations, et de défendre au mieux ses intérêts. Pour ce faire, nous assurons des consultations juridiques gratuites dans tout le canton et nous en garantissons le suivi au moyen d'informations, de conseils, de courriers, de téléphones, d'oppositions, de recours ou de toute autre action en justice. Nous recevons un public très varié et nous leur offrons une écoute attentive et un soutien important, car ce sont fréquemment des personnes démunies face à ce qui leur arrive. Les problématiques sont très diverses, ce qui constitue un véritable atout : droit des étrangers, droit du bail, droit du travail, droit des assurances sociales ou encore droit de la famille. Dans le cadre de mon emploi à l'Inspection du travail, j'assure des permanences d'information où toute personne habitant ou travaillant à Lausanne peut venir chercher des réponses à des problématiques liées au droit du travail.

Pour travailler dans un service comme le CSP ou l'inspection du travail, il faut avant tout être à l'aise dans le contact humain et avoir envie de travailler avec les gens. Il faut donc posséder de bonnes qualités d'accompagnement, de soutien et d'accueil et un sens développé de l'empathie.

Durant mon Master, j'ai travaillé pendant presque une année en tant que stagiaire juriste au sein de la Fédération Romande des Consommateurs, ce qui m'a appris à effectuer des recherches juridiques et m'a permis de mettre un pied dans la pratique. En effet, les études universitaires nous offrent un excellent bagage théorique au niveau des connaissances mais nous sommes confronté-e-s à une absence de pratique. Mon conseil pour y pallier : faire des stages pendant les études ! De plus, cela vous permettra de vous confronter à différents emplois et de mieux savoir où vous souhaitez vous orienter.

Éline Schwitzguébel, Bachelor en Droit, Master en Droit, mention droit du travail et sécurité sociale

Globalement, mon activité se divise en trois volets.

- L'analyse, portant sur la thématique de la cybersécurité. Il s'agit d'effectuer des recherches, puis de produire des rapports destinés à des client-e-s internes et externes. Ce travail d'analyse touche aux nouvelles technologies au sens large, par exemple les « malware » (virus), et pas seulement à Internet.
- La partie business, dont le principal enjeu est de comprendre les besoins de nos client-e-s (internes ou externes) pour y répondre au mieux. La difficulté réside dans la traduction, la vulgarisation de l'information : il s'agit de formaliser les besoins, d'identifier les services à fournir, avant de pouvoir transmettre la demande à nos ingénieur-e-s.
- La formation, comprenant notamment : le transfert de compétences et le coaching des stagiaires, une offre de cours sur des thématiques d'analyse et de recherche d'informations (déli-vrés à la fois à l'interne et à l'externe), et ma formation personnelle.

La majorité des employées et employés de Kudelski Security ayant une formation dans l'ingénierie, les titulaires d'un diplôme en sciences criminelles apportent un regard différent. Nous devons être capables de traduire les demandes des client-e-s, nous représentons un pont entre les technicien-ne-s et le management. Ma première expérience à ce niveau-là s'est faite à l'Éprouvette à l'UNIL, où j'ai animé des ateliers scientifiques pour des enfants durant mon Master. Cela m'a appris à formuler des choses pas évidentes de manière à ce que tout le monde comprenne. Selon moi, avoir travaillé pendant mes études est une plus-value considérable. Il n'est pas nécessaire d'avoir exercé une activité dans le domaine précis où vous souhaitez aller, mais il est essentiel de pouvoir sortir du canevas purement scolaire et académique.

Fabien Leimgruber, Bachelor en science forensique, Master en Droit, criminalité et sécurité des technologies de l'information, mention renseignement et science forensique



Fabien Leimgruber,
analyste,
Kudelski
Security

Découvrez les portraits complets sur : www.unil.ch/perspectives/unil-et-apres

ADRESSES UTILES

responsables	adresse	téléphone	fax	web - courriel
Décanat Prof. Vincent Martenet, doyen Prof. Christophe Champod, vice-doyen Prof. Manon Jendly, vice-doyenne Prof. Francesco Maiani, vice-doyen Prof. Nils Soguel, vice-doyen				www.unil.ch/fdca doyen.fdca@unil.ch
École de droit Direction Prof. Francesco Maiani Prof. Bettina Hummer Prof. Camille Perrier Depeursinge	Internef 1015 Lausanne			www.unil.ch/ecolededroit direction.droit@unil.ch
Secrétariat des étudiants lundi, mardi, mercredi, jeudi 10h-12h30	Internef, bureau 212 1015 Lausanne	+41 (0)21 692 27 50/44	+41 (0)21 692 27 76	affaires-etudiantes.droit@unil.ch
École des sciences criminelles Direction Prof. Christophe Champod Prof. Stefano Caneppelle Prof. Thomas Souvignet Prof. Franco Taroni	Batochime 1015 Lausanne			www.unil.ch/esc direction.esc@unil.ch
Conseil aux études M ^{me} Giulia Cinaglia	Batochime 1015 Lausanne			giulia.cinaglia@unil.ch
Secrétariats École des sciences criminelles Master en criminologie	Batochime 1015 Lausanne Batochime 1015 Lausanne	+41 (0)21 692 46 00 +41 (0)21 692 46 41		info.esc@unil.ch info.esc@unil.ch
Institut de hautes études en administration publique Direction Prof. Nils Soguel Prof. Laure Athias Prof. Giuliano Bonoli Prof. Tobias Mettler	Quartier Unil Mouline Bâtiment IDHEAP 1015 Lausanne	+41 (0)21 692 68 00		www.unil.ch/idheap communication.idheap@unil.ch
Secrétariat Master PMP M ^{me} Sabine Janssens	Quartier Unil Mouline Bâtiment IDHEAP 1015 Lausanne	+41 (0)21 692 68 27		pmp.idheap@unil.ch
Secrétariat de la formation doctorale M ^{me} Sandra Felix	Quartier Unil Mouline Bâtiment IDHEAP 1015 Lausanne	+41 (0)21 692 68 13		Sandra.Felix@unil.ch



www.unil.ch/fdca

Unil

UNIL | Université de Lausanne
Faculté de droit,
des sciences criminelles
et d'administration publique